



ONU HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

Aujourd'hui déjà, la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain. D'ici le milieu de ce siècle, toutes les régions seront principalement urbaines, avec un point critique prévu en Afrique de l'Est au juste après 2050.

Cette expansion urbaine sans précédent ouvre un éventail d'enjeux critiques liés à l'eau, allant de l'accès aux services de base jusqu'à la sécurité environnementale et humaine. L'expansion urbaine a un impact direct sur la disponibilité en eau et sur sa qualité du fait que la demande en eau par habitant est supérieure dans les villes en expansion, dont les structures institutionnelles tendent généralement à une certaine lourdeur. Ceci peut se traduire par des villes plus polluées et plus exposées aux désastres liés à l'eau et aux risques de santé (WWAP, 2009b, p. 1).

Malgré la croissance continue des mégapoles, qui requièrent des ressources naturelles et génèrent des déchets en quantités inédites dans l'histoire de l'humanité, la majorité de la population urbaine mondiale vit toutefois dans des villes de moins de 500.000 habitants. La croissance de ces petites et moyennes villes aura un impact significatif sur les ressources en eau dans les décennies à venir. Alors que l'on pense que l'accès aux services d'eau et d'assainissement de la majorité des zones urbaines établies ou formelles est meilleur que dans les zones rurales, la majorité de la croissance urbaine actuelle se produit dans les zones urbaines informelles, où les résidents disposent d'un accès réduit à l'eau potable ou à des services d'assainissement adéquats, accentuant ainsi le danger de maladies liées à l'eau et à l'assainissement. (WWDR3¹, p. 31).

1. WWDR3 Programme pour l'évaluation des ressources en eau. 2009a. 3^e Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau | L'eau dans un monde qui change. Paris, UNESCO et Londres, Earthscan.

Messages pour les maires de municipalités urbaines, les dirigeants et les décideurs de haut niveau

L'eau

pour des établissements humains durables en milieu urbain

L'eau potable et les services d'assainissement adéquats sont essentiels à la santé de l'homme. Ils offrent aussi d'autres bénéfices, dont certains sont facilement identifiables et quantifiables, comme les économies de temps et d'argent, ainsi que des bénéfices moins tangibles et plus difficiles à mesurer comme les avantages en termes de confort, de bien-être accru et de dignité, d'intimité et de sécurité des personnes.

Les analyses Coût-Bénéfice montrent que les principaux bénéfices tirés d'un accès amélioré à l'eau et à l'assainissement reposent sur le temps gagné grâce à la proximité des équipements. Un accès facile se traduit par une production accrue, une fréquentation scolaire plus élevée et davantage de temps consacré aux loisirs.

Les écosystèmes d'eau douce soutiennent la production alimentaire et la production de biens comme le textile pour l'habillement, ainsi que des activités économiques et de loisirs y compris la navigation (WWDR3, p.91). Ils régulent les flux environnementaux et le climat, permettent de purifier les eaux usées et de détoxifier les déchets, apportent une protection face aux tempêtes, atténuent l'érosion et offrent des bénéfices culturels, en particulier d'ordres esthétique, éducatif et spirituel.

Un investissement dans le secteur de l'eau est un investissement dans l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et pas uniquement dans la Cible 10. L'impact des investissements dans le secteur de l'eau, ciblant directement les consommateurs démunis, est tout sauf imperceptible. Un approvisionnement en eau salubre améliore immédiatement la santé des individus et leur fait gagner du temps, qu'ils peuvent utiliser pour étudier ou améliorer leurs moyens de subsistance, leur permettant ainsi d'augmenter leurs revenus, de manger de manière plus nutritive, de profiter d'une vie plus saine et de contribuer à l'économie locale (et nationale). En outre, un assainissement amélioré protège les démunis de cadres de vie socialement et physiquement dégradants, des risques de santé et d'être exposés à des conditions environnementales dangereuses.

Messages clés

On a observé au cours des dernières décennies que plusieurs régions dans le monde ont enregistré des progrès notables dans divers aspects de la gestion de l'eau, dont une amélioration de l'accès aux ressources en eau et aux services relatifs. Cependant la satisfaction de ces besoins se heurte à la rapidité de la croissance économique et démographique, à l'urbanisation et au manque de performance des institutions d'eau existantes.

Aujourd'hui, la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain et la population urbaine croît encore rapidement dans certaines régions. Il est donc essentiel de développer des stratégies de gestion intégrée des ressources en eau et de réponses aux risques liés à l'eau. Ces établissements urbains grandissants ne peuvent être durables sans un accès fiable à l'eau potable et à un assainissement adéquat.





Tenir le rythme face à la croissance urbaine

Fournir un accès à l'eau potable et aux services d'assainissement à une population urbaine qui croît rapidement.

Cinq ans seulement avant la date butoir de la réalisation des OMD de 2015, 884 millions de personnes n'utilisent toujours pas une source améliorée d'eau potable, selon le rapport de mars 2010 du Programme conjoint OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP, 2010), et 2,6 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à un assainissement de base.

Le monde atteindra sans aucun doute la cible de l'approvisionnement en eau, mais manquera celle de l'assainissement pour près d'un milliard de personnes.

Les problèmes d'eau sont des problèmes d'ordre urbain

Deux problèmes majeurs affectent la durabilité des établissements humains dans différentes régions : le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement et l'intensification des désastres liés à l'eau. Ces problèmes ont des conséquences incommensurables sur la santé et le bien-être des individus, la sécurité, l'environnement, la croissance économique et le développement.

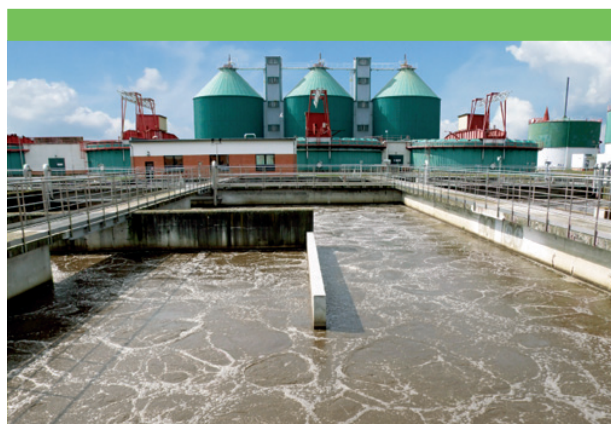
Bien que le taux de couverture en eau potable et en assainissement ait augmenté entre 1998 et 2008, la croissance démographique mondiale en milieu urbain met en péril ces résultats. À titre d'exemple, en partie à cause de la croissance rapide des populations urbaines, un nombre croissant d'individus en milieu urbain défèquent à l'air libre (JMP, 2010, p.22).

De graves désastres liés à l'eau, tels que les inondations, les sécheresses, les tsunamis, les tempêtes, les glissements de terrain, les marées de tempêtes, les maladies et les épidémies d'origine hydrique se sont intensifiés depuis le début du 21^e siècle. En outre, la variabilité et le changement climatiques affectent déjà les ressources en eau et leur gestion au sein de différentes régions.

Les maires, les dirigeants locaux et régionaux et les décideurs de haut niveau doivent reconnaître l'urgence des problèmes liés à l'eau auxquels sont confrontés plusieurs régions dans le monde, ainsi que le travail innovateur mené dans de nombreux pays.

Les dirigeants et les décideurs de haut niveau doivent réagir et s'engager à amorcer de véritables changements en faisant de l'eau l'une de leurs priorités politiques et en travaillant ensemble à la résolution des problèmes d'eau dans nos villes en rapide expansion.

Ceci est impératif afin de soutenir les efforts de développement et de réduction de la pauvreté !



Bien que le taux de couverture en eau potable et en assainissement ait augmenté entre 1998 et 2008, la croissance de la population urbaine mondiale met en péril ces résultats.

Un lourd fardeau pour les pauvres et en particulier pour les femmes et les enfants :

Une couverture inadéquate et une fourniture de services inefficace affectent surtout les individus les plus vulnérables et les plus démunis.

Les citoyens pauvres, et en particulier les femmes et les enfants, se trouvent davantage exclus des prises de décision. Le manque d'accès à un assainissement sûr affecte les femmes non seulement en termes de santé mais aussi en termes de dignité et de sécurité. Les femmes et les jeunes filles en particulier voient leur productivité affaiblie en raison des rôles sociaux qu'elles occupent, qui souvent comprennent les tâches pénibles et chronophages de collecte et de stockage de l'eau.

En raison du manque d'accès aux services et de leur mauvaise qualité, les bas tarifs n'aident finalement pas les pauvres qui sont moins susceptibles d'être raccordés en premier lieu et qui recourent aux vendeurs informels.

Quelques 1,4 milliards de personnes dans le monde sont reconnues comme pauvres : 44% en Asie du Sud, 24% en Afrique sub-saharienne tout comme en Asie de l'Est, et 6,5% en Amérique du Sud et dans les Caraïbes (WWDR3, p.84). Il est attendu que ces chiffres augmentent dans les prochaines décennies en raison de l'expansion urbaine prévue.

Les citoyens pauvres vivent souvent dans des établissements informels qui se développent en cas de croissance urbaine rapide, et ce dans des conditions qui ne permettent pas de satisfaire les besoins essentiels comme l'accès à l'eau potable salubre et à des services d'assainissement adéquats, des services de santé, et un logement durable dont la sécurité du bail est assurée. Une eau courante salubre et disponible à un prix abordable n'est accessible qu'à un faible pourcentage de citoyens à faibles revenus. Le financement des améliorations des services d'eau est essentiel pour en étendre l'accès, mais le statut illégal de la grande majorité des habitants des bidonvilles est souvent un obstacle pour accéder au financement ou à un quelconque soutien. De nombreux établissements informels sont souvent situés dans des zones menacées par les crues ou particulièrement vulnérables faces aux dangers environnementaux. Ainsi, une forte part des habitants des bidonvilles vit exposée à un risque élevé de maladie.

Les nouveaux résidents urbains doivent pouvoir avoir accès à l'eau et à l'assainissement. Néanmoins, beaucoup peuvent s'estimer chanceux lorsqu'ils disposent de services municipaux d'approvisionnement en eau. Effectivement, dans la majorité des cas, ce sont des vendeurs informels qui assurent à des tarifs exorbitants les services d'approvisionnement en eau de qualité souvent douteuse. Assurer un accès à l'eau plus équitable est un devoir fondamental des dirigeants municipaux (WWDR3).

Le tribut à verser en cas d'approvisionnement en eau et d'assainissement inadéquats est lourd : 1,6 million d'enfants meurent tous les ans de diarrhée, principalement à cause d'une hygiène, d'un assainissement et d'un approvisionnement en eau inadéquats. Les coûts économiques associés au temps perdu à aller chercher de l'eau et à la dégradation environnementale due à la pollution par eaux usées sont aussi élevés : à titre d'exemple, ils sont estimés à plus 1,4 pour cent du PIB du Bangladesh, à 1 pour cent de celui de la Colombie et à 0,6 pour cent du PIB en Tunisie (Banque mondiale, 2010).

Financer le secteur de l'eau

Bien que l'eau soit souvent décrite comme un « don de la nature », exploiter et gérer l'eau pour répondre aux besoins de l'homme et de l'environnement engendre des coûts financiers. Ces coûts sont souvent largement ignorés, sous-estimés ou insuffisamment financés, donnant lieu à une négligence ou à un financement insuffisant des fonctions et des actifs importants, tandis que les biens et les services existants se détériorent.

La gestion de l'eau implique trois fonctions, chacune ayant des coûts associés (WWDR3, p. 56) :

- La gestion et le développement des ressources en eau, y compris le développement des bassins hydrographiques et des bassins versants, le stockage, la gestion des risques d'inondations, la protection de l'environnement et la réduction de la pollution.
- Les services d'eau fournis aux municipalités et aux ménages, au commerce et à l'industrie, à l'agriculture et aux autres secteurs économiques, incluant les coûts de traitement des eaux usées, de réhabilitation, d'exploitation et d'entretien ainsi que les infrastructures inadéquates.
- Les fonctions intégratives, comme le développement de politiques liées à l'eau, la recherche, le suivi-évaluation, l'administration, la législation (dont le respect et l'application des lois) et l'information du grand public.

Afin de fonctionner correctement, le secteur de l'eau doit couvrir de manière durable tous ces coûts, et pas uniquement ceux des grandes infrastructures hydrauliques. Ceci signifie par conséquent qu'il faut garantir des financements fiables et prévisibles à partir des revenus du gouvernement (impôts), la vente des services d'eau ou les engagements d'aide à long terme.

Le secteur souffre d'une tendance à investir dans la création de nouveaux biens et équipements et, en parallèle, d'une négligence de la gestion et de l'entretien de ces biens au fil des ans. La dépendance financière des juridictions locales vis-à-vis des fonds de juridictions supérieures les affaiblit et mène au gaspillage ainsi qu'à la négligence des besoins des clients et des citoyens. Le soutien qui vise prétendument les pauvres, est souvent mal orienté. Les subventions génériques, quant à elles, ne bénéficient que rarement aux personnes les plus nécessiteuses. Les cadres politiques et juridiques rigides s'astreignent souvent à nier les rôles réels et potentiels des fournisseurs et des bailleurs de fonds du secteur privé de petite et grande échelle, privant ainsi le secteur de possibles contributions et innovations de leur part.

Ces réalités ont rendu par conséquent le secteur inefficace, onéreux et hors d'accès pour ceux qu'il est censé servir.

Les investissements destinés aux cibles des OMD relatives à l'accès à l'eau et à l'assainissement, estimés à 15 milliards de dollars par an, ne représentent que la moitié du montant nécessaire pour atteindre ces cibles, et ce, même sans inclure le traitement des eaux usées.

« Le plus grand défi repose sur la création d'institutions efficaces, compétentes et professionnelles, tournées vers une notion de service. Une fourniture de services durable n'est viable que lorsque les clients mêmes couvrent les coûts d'exploitation et de maintenance. Le recouvrement du coût du capital n'est quant à lui pas toujours possible mais requiert des subventions publiques prévisibles. » (Banque mondiale, 2010).

La faisabilité de la réalisation de la cible 10 des OMD, aujourd'hui devenue réalité dans différents pays, a ouvert une nouvelle voie : les dirigeants politiques de ces pays peuvent fixer des objectifs plus ambitieux que ceux inclus dans les OMD, et travailler en vue d'objectifs durables qui permettraient à leur pays d'accéder à un niveau de développement plus élevé. En reconnaissant ce qui est possible, la croissance durable n'est plus qu'une question de détermination.



Recommandations et options politiques

Le principal défi ne repose pas sur les aspects technologiques (composante hardware) de l'eau et de l'assainissement, mais davantage sur les composantes soft, à savoir

- (1) le leadership et l'engagement ;
- (2) le besoin d'un environnement politique et d'un cadre légal et régulateur appropriés (y compris le financement des collectivités locales)
- (3) le développement des capacités des prestataires de services ;
- (4) des mécanismes de financement innovateurs intéressants pour les investisseurs potentiels, en particulier pour ceux issus du secteur privé, qui permettraient d'augmenter les investissements dans le secteur de l'eau tout en garantissant une participation active de tous les groupes d'acteurs affectés, non seulement ceux appartenant au secteur de l'eau mais aussi ceux de la santé et de l'éducation, ainsi que des autres secteurs concernés.

Secrétariat du 1^{er} Sommet de l'eau Asie-Pacifique, 2008, p. 188

Les effets d'une urbanisation et d'une industrialisation galopantes sont particulièrement visibles en Chine, où l'affaissement croissant du sol a donné lieu à des dommages environnementaux et économiques considérables dans plus de 45 villes, dont plus de 11 ont connu un affaissement cumulé de plus de 1 mètre. Tianjin a ainsi enregistré entre 1959 et 1993 des pertes économiques estimées à 27 milliards de dollars.

Shanghai prit des mesures drastiques en 1965 lorsque l'affaissement enregistré depuis 1920 atteignit 2,63 mètres. Le pompage fut réduit de 60% et les utilisateurs furent enjoins d'injecter dans les aquifères la même quantité d'eau en hiver que celle retirée en été.

Pendant que l'affaissement lié au pompage a été contrôlé, le drainage pour la construction et le compactage des couches des fondations ont provoqué un taux d'affaissement allant jusqu'à 10 millimètres par an depuis 1990.

(WWDR3, Encadré 12.4, p. 217).

Urbanisation et épuisement et pollution des ressources en eau

Les établissements urbains constituent la principale source de pollution ponctuelle. Dans les pays en voie de développement, plus de 80% des égouts sont déversés sans traitement préalable, polluant ainsi rivières, lacs et zones côtières. Y compris dans certains pays développés le traitement des eaux usées urbaines est loin d'être satisfaisant.

« Les eaux usées urbaines constituent une charge polluante qui devient particulièrement dangereuse lorsque qu'elle est mélangée à des déchets industriels non traités, une pratique qui s'avère malheureusement commune. De nombreuses grandes villes ne disposent pas d'usines de traitement ou bien les usines deviennent rapidement trop petites du fait que la démographie urbaine distance les investissements » (WWDR3, p. 141).

Les dangers et les enjeux auxquels fait face le secteur de l'eau vont demander une réflexion dépassant les divisions sectorielles habituelles. Les professionnels de l'eau doivent comprendre que ce sont les décideurs dans les nombreuses autres strates de la société et de l'économie qui détiennent les clés de beaucoup de solutions à leurs problèmes. De même, reconnaître que l'eau est vitale implique que toutes les décisions majeures, où qu'elles soient prises, devraient prendre en compte leur impact potentiel sur les ressources en eau.

En sus des implications sociologiques et sanitaires, la densité démographique croissante des établissements urbains présente de sérieux impacts sur l'environnement. La transformation des terrains naturels en surfaces imperméables telles que les rues, les parkings ou les immeubles empêchent les eaux pluviales et l'eau de fonte d'atteindre le sol. Elle renforce également la vitesse de flux de l'eau, transportant des polluants jusqu'aux systèmes aquatiques récepteurs, dégradant davantage la qualité de l'eau. Cet effet de drainage urbain accroît la fréquence des crues éclair qui provoquent pertes humaines et dommages infrastructurels (WWDR3, p.31).

Les systèmes aquatiques apportent des bénéfices économiques significatifs, comme le rôle qu'ils jouent dans le contrôle des inondations, la recharge des nappes phréatiques, la stabilisation et la protection de la bande côtière, le cycle et la rétention des nutriments, la purification de l'eau et la préservation de la biodiversité. Ils présentent aussi des bénéfices en termes de loisir et de tourisme (WWDR3, p. 91).

Améliorer la santé et la fonction des systèmes aquatiques urbains est essentiel pour garantir santé, assainissement et bien-être général au sein des zones urbaines en croissance rapide. En milieu urbain, la protection des systèmes importants devrait se faire en parallèle de la restauration des systèmes dégradés. Les efforts concertés visant à améliorer les voies et les plans d'eau constituent une stratégie importante permettant de contribuer au développement humain dans les villes.

Pertes humaines et matérielles provoquées par les désastres liés à l'eau

Les désastres graves liés à l'eau, tels que les inondations, les sécheresses, les tsunamis, les tempêtes, les glissements de terrain, les marées de tempêtes, les maladies et les épidémies d'origine hydrique se sont intensifiés depuis le début du 21^e siècle.

Des sécheresses plus intenses constatées au cours de la dernière décennie et ayant affecté un nombre croissant de personnes, ont été associées à une hausse des températures et une baisse des précipitations. Les sécheresses sont aussi plus fréquentes en raison de la mauvaise gestion des ressources en eau et de la négligence dont souffre la gestion des risques. Tout comme les sécheresses, les inondations extrêmes peuvent provoquer de nombreuses pertes humaines, en particulier dans les pays en voie de développement, tandis que les pays développés enregistrent des pertes matérielles égales à plusieurs milliards de dollars.

Les principales forces motrices de ces tendances à la hausse sont des facteurs d'ordre socioéconomique, tels que la croissance démographique, l'évolution de l'usage des sols et l'utilisation accrue de zones vulnérables.

Étant donné que la majorité des désastres naturels de nombreuses régions sont liés à l'eau (en particulier ceux causés par les cyclones tropicaux), la tendance actuelle de pertes accrues de vies humaines et de moyens de subsistance provoquées par des inondations ou d'autres désastres liés à l'eau constitue un obstacle majeur au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Le changement climatique risque d'accentuer les risques liés à l'eau, provoquant des dommages encore plus importants tant en termes humains qu'économiques, en particulier lorsqu'ils seront associés à des vulnérabilités existantes comme des structures sociales, culturelles, politiques et de gestion qui fonctionnent mal.

Le WWDR3 signale que les pertes économiques annuelles en dollars constants dues à des événements extrêmes ont décuplé entre les années 50 et les années 90 (p. 213).

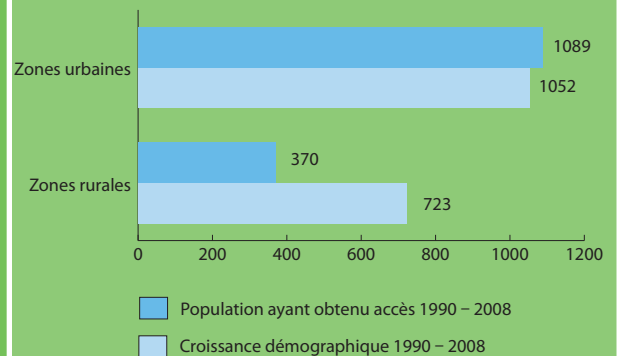
Systèmes de prévision et d'alerte

L'expérience a montré que des stratégies efficaces de prévention, plutôt que des investissements réalisés dans les interventions en cas de catastrophe et dans les activités de redressement, contribuaient davantage à la réduction des pertes tant humaines qu'économiques. Dans ce contexte, le développement de systèmes de prévision et d'alerte (Forecasting and Warning Systems, FWS) performants est une condition préalable à la préparation et l'adaptation des communautés face aux désastres. À cet effet, il est nécessaire d'entreprendre une étude consolidée des FWS actuellement disponibles dans les différents pays et régions. Il faut aussi développer des FWS appropriés en tenant compte des paramètres de disponibilité de technologies et de ressources. L'utilisation de données satellitaires disponibles en temps réel peut s'avérer utile dans différentes régions où la disponibilité de données en temps réel est rare et doit donc être promue.

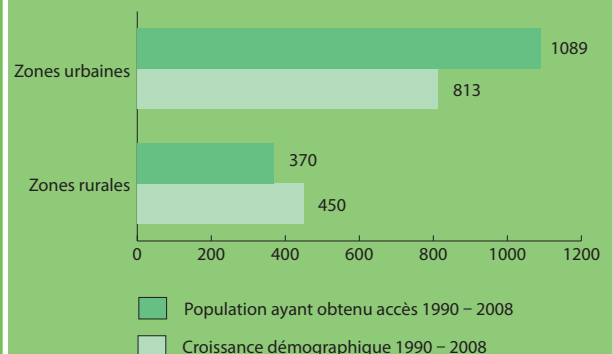
(Secrétariat du 1^{er} Sommet de l'eau Asie-Pacifique, 2008, p. 194)



Parmi les presque 1,8 milliards de personnes qui ont obtenu accès à une **source améliorée d'eau potable** entre 1990 et 2008, 59% vivent en milieu urbain. En revanche, en zone urbaine, l'étendue de la couverture tient rarement le rythme de la croissance démographique.



Parmi les 1,3 milliards de personnes qui ont obtenu accès à un **assainissement amélioré** au cours de la période 1990-2008, 64% vivent en milieu urbain. Cependant, bien que les zones urbaines soient mieux desservies que les zones rurales, elles luttent pour fournir ces services à un rythme suffisant par rapport à leur croissance démographique.



Source JMP, 2010



La région Asie-Pacifique est la plus vulnérable au monde concernant les désastres liés à l'eau. Des désastres qui entravent le développement durable et la réduction de la pauvreté.

Entre 1960 et 2006, la région Asie-Pacifique a enregistré plus de 600.000 victimes de désastres liés à l'eau, soit plus de 80% des victimes de ces catastrophes dans le monde, auxquelles il faut ajouter 8 milliards de dollars de dommages matériels pendant la même période.

La croissance démographique galopante qu'a connue la région ces dix dernières années a obligé un nombre croissant de personnes à vivre dans les plaines inondables et autres zones vulnérables et a conduit à des demandes toujours plus élevées d'approvisionnement en eau, de services de sécurité et d'assainissement qui nécessitent des investissements supplémentaires dans les projets hydrauliques.

Dans certain pays, les investissements réalisés dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et des installations sanitaires décentes, dans la répartition et la protection des ressources en eau, dans une gestion adéquate des eaux usées, y compris le recyclage sécurisé, et dans la construction d'installations de contrôle des crues et d'irrigation, ont donné lieu à une croissance économique, à une économie plus saine et plus solide ainsi qu'à une réduction générale de la pauvreté.

Établir des partenariats multi-acteurs afin d'obtenir une fourniture de service universelle durable

Bien que les gouvernements nationaux et locaux soient les premiers responsables des services d'eau et d'assainissement, ils dépendent aussi souvent de partenariats établis avec d'autres entités comme le secteur privé, des ONG, des groupes d'usagers, des instituts de recherche, des organisations communautaires etc, afin d'atteindre de hauts niveaux de couverture, en particulier au sein des communautés les plus pauvres.

Dans la majorité des villes on attend des autorités locales qu'elles assurent les services de base. Mais tandis que l'approche fondée sur les droits requièrent que les villes promeuvent, respectent et satisfassent le droit des individus à recevoir ces services essentiels, les collectivités ne sont néanmoins pas toujours en mesure d'assurer à elles seules ces services. La solution consiste à accepter une participation des différents acteurs et des initiatives communautaires. La collaboration à différents niveaux est fondamentale pour atteindre les objectifs mutuellement convenus d'une fourniture universelle et durable de service, en ciblant les personnes démunies, malades, âgées et tout autre groupe marginalisé (Secrétariat du 1^{er} Sommet de l'eau Asie-Pacifique, 2008, p.199). La participation à la planification, l'établissement du budget, les choix technologiques, la fixation des objectifs et le suivi-évaluation sont des domaines clés qui doivent être ouverts en vue d'une action collective.

Faire face au changement climatique

L'adaptation face aux risques éventuellement accrus par le changement climatique constitue un nouvel enjeu commun à tous les pays, que tous les gouvernements doivent établir en tant que priorité nationale. Ces enjeux requièrent une approche concertée à différents niveaux et par différents secteurs.

Le nombre de tornades et de cyclones a augmenté à travers le monde, tout comme le nombre et l'étendue des zones affectées par les sécheresses. Les zones urbaines densément peuplées, où la capacité d'adaptation est relativement faible, sont particulièrement menacées. Il faut promouvoir la gestion du risque de désastres liés à l'eau et l'expansion des équipements pour le développement des ressources en eau, l'approvisionnement en eau, l'irrigation, le traitement des eaux usées et le recyclage en impliquant la communauté.

L'adaptation et l'atténuation peuvent agir en tant que mesures d'intervention complémentaires qui devraient être associées afin de réduire les risques liés au changement climatique.

Il faut donc donner la plus haute priorité à l'adaptation face aux effets du changement climatique et de l'augmentation de la variabilité climatique en sécurisant les ressources en eau limitées et en réduisant les impacts des désastres liés à l'eau. Des efforts d'ensemble et collectifs sont particulièrement nécessaires en milieu urbain pour gérer les désastres liés à l'eau dans le cadre de la Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et pour optimiser l'utilisation de ressources et de capacités financières limitées.

Les réponses doivent se concentrer simultanément sur la réduction de la vulnérabilité humaine et sur la protection et restauration des écosystèmes. Les gouvernements nationaux et les collectivités locales doivent se préparer face aux impacts du changement climatique sur la disponibilité en l'eau et adopter des stratégies d'atténuation et d'adaptation qui génèrent des bénéfices dès maintenant. Pour que les réponses soient efficaces, elles nécessiteront une gouvernance améliorée ainsi que des efforts concertés permettant de renforcer les capacités de la société à s'adapter, du fait que le changement climatique remet en cause toutes nos hypothèses élémentaires sur la production alimentaire, la protection contre les inondations et la résilience à la sécheresse.

L'eau joue un rôle central et prépondérant dans l'adaptation face au changement climatique, et doit de ce fait recevoir une priorité absolue au sein des stratégies de développement durable et de sécurité publique.

Les nouvelles technologies et modèles de système

De nombreuses techniques peuvent permettre d'atteindre une progression rapide et ciblée des services d'eau et d'assainissement dans les établissements urbains, en particulier parmi les communautés démunies. Les techniques suivantes sont seulement quelques-uns des outils qui peuvent être introduits avec succès

- 1) SIG - afin de dresser la carte des établissements urbains et ruraux où planifier des projets d'eau et d'assainissement ;
- 2) Systèmes de e-gouvernance - qui promeut une administration ouverte, des factures transparentes pour les usagers, une attention portée aux plaintes des clients, un examen approfondi et régulier des points problématiques nécessitant une attention particulière afin de maintenir le niveau et la qualité du service ;
- 3) Systèmes de localisation des fuites des réseaux de canalisations ;
- 4) Nouvelles technologies de recyclage des eaux usées, y compris les membranes et les filtres ;
- 5) Technologies et systèmes d'assainissement locaux ou individuels ;
- 6) Techniques de collecte des eaux pluviales ;
- 7) Petits réseaux de canalisations ;
- 8) Kits de test simples de la qualité de l'eau.

Une multitude d'expériences gagnées dans différentes régions du monde a permis de tirer des leçons profitables à tous les acteurs, y compris aux gouvernements, au secteur privé et aux organisations de la société civile.

Il faut élargir l'éventail de choix technologiques et de méthodes de gestion afin d'y intégrer le développement d'approches techniques innovatrices de bas coûts pouvant être mises en place dans les communautés pauvres.

L'approvisionnement en eau doit, quant à lui, intégrer des approches comme les petits réseaux de canalisations en périphérie urbaine et en milieu rural densément peuplé ainsi que des technologies innovatrices permettant de garantir des approvisionnements en eau adéquats. Il faut également améliorer la performance des systèmes d'approvisionnement en eau existants en réhabilitant les équipements.

Concernant l'assainissement urbain, il faudrait prendre en considération la promotion de solutions communautaires appropriées aux bidonvilles, en plus de moderniser et de réhabiliter les systèmes d'assainissements habituels afin de faire face à la croissance démographique rapide et à la pollution accrue des ressources en eau.

Renforcer les capacités des acteurs locaux

De nombreux gouvernements n'arrivent pas à fournir les ressources nécessaires au renforcement des capacités locales. Les communautés urbaines des pays moins développés disposent souvent d'un accès limité à l'information, aux matériels et aux outils ; de moyens financiers insuffisants pour assurer les processus de transfert de connaissances ; et de ressources humaines et organisationnelles insuffisantes ou inadéquates.

Un investissement adéquat dans le renforcement des capacités améliore l'aptitude à travailler avec des partenaires informés, travailler à grande échelle, reproduire les bonnes pratiques et innover. Il permet aussi aux acteurs locaux d'apporter les systèmes de soutien nécessaires afin de mener à terme un système de fourniture de services durable au niveau environnemental et d'en garantir la continuité (Secrétariat du 1^{er} Sommet de l'eau Asie, 2008, p. 199).

Attirer les investissements dans le secteur de l'eau

Bien que dans certains pays les villes ne disposent pas de fonds à elles, les agences et les institutions externes, ainsi que le secteur privé, peuvent apporter un soutien financier. De nouveaux mécanismes de financement pourraient aussi être développés, en particulier pour les travaux essentiels d'assainissement. Ceci peut comprendre le partage des coûts entre gouvernements et usagers, ou le recours à des ressources additionnelles provenant d'une croissance économique récente rapide. Une volonté politique ferme et un engagement à investir dans l'amélioration des services urbains d'eau et d'assainissement sont primordiaux pour obtenir de véritables réformes.

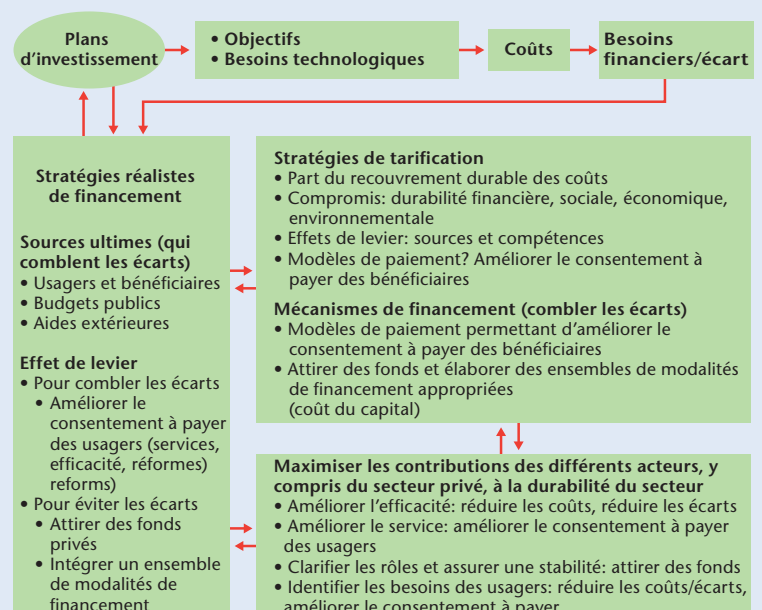
Le renforcement des capacités est aussi essentiel pour préserver et améliorer les conditions environnementales de nos rares ressources en eau.

Mettre en place des environnements favorables à des investissements accessibles et des mécanismes de recouvrement des coûts, en particulier ceux qui encouragent les petits acteurs du secteur privé à investir, peut stimuler les investisseurs potentiels. Les pratiques réussies comprennent

1. L'établissement de systèmes de gestion financière et de crédit plus efficaces et variés, accessibles et abordables pour les pauvres.
2. Le développement d'un régime régulateur qui encourage les investissements du secteur privé, en particulier des petites entreprises locales.

À cet effet, il faut aussi prendre en considération l'introduction de Partenariats Public-Privé (PPP) et de mécanismes financiers qui aident les opérateurs d'eau locaux.

Les investissements dans l'eau requièrent une approche holistique - les liens entre tarification, financement et acteurs



Source WWDR3, Figure 1.4 de la page 9



La voie à suivre

Les problèmes d'eau des villes à travers le monde sont gérables. Mais il est vraiment temps de donner une haute priorité politique à l'eau et à l'assainissement aux niveaux national, régional et international.

Le monde dispose déjà d'un niveau raisonnable de connaissance, d'expérience et de technologie pour lui permettre de résoudre ses problèmes d'eau en vue d'établissements humains durables en milieu urbain. Les solutions peuvent varier d'un pays à l'autre, et même d'une partie d'un pays à l'autre, en raison des différentes conditions physiques, climatiques, économiques, sociales, environnementales, juridiques et institutionnelles. Mais dans tous les cas, des solutions rentables nécessiteront des fonds d'investissements supplémentaires significatifs, une volonté politique forte et un renforcement des capacités approprié à tous les niveaux.

L'utilisation de l'eau est décidée au sein des gouvernements par le biais d'interactions entre les décideurs des principaux secteurs socioéconomiques la santé, l'éducation, l'agriculture, le logement, l'industrie, l'énergie, le développement économique et l'environnement.

Pour être plus efficaces, ces décisions devraient toutefois être prises grâce à un processus interactif qui inclut aussi les dirigeants du monde des affaires (finances, industrie, commerce) et de la société civile (organisations communautaires et autres organisations non gouvernementales). Le secteur de l'eau doit garantir que les dirigeants de ces autres secteurs connaissent les contraintes et les options concernant les ressources en eau, et doit les aider en parallèle à mettre en œuvre leurs décisions de manière efficace et efficiente (WWDR3, p.4). Dans de nombreux pays, ces efforts ont été facilités par l'adoption de lois, de politiques et de stratégies de gestion des ressources en eau qui reflètent les liens existants entre l'eau et les autres secteurs économiques. Les établissements

humains ne peuvent être durables sans une politique d'eau efficiente. Les maires, les dirigeants de tous les secteurs et les décideurs de haut niveau doivent reconnaître l'importance de l'eau et agir dès MAINTENANT !

Références

WWDR3 WWAP (Programme des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau). 2009a. 3^e Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau l'eau dans un monde qui change. Paris, UNESCO et Londres, Earthscan.

Autres références

BASeD. 2006. *Asia Water Watch 2015*. Publié conjointement aux Philippines par la Banque asiatique de Développement (BASeD) ; le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) la Commission économique et sociale pour la région Asie et le Pacifique (CESAP) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

GIEC. 2001. *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution du Groupe de travail II au Troisième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Grande-Bretagne Cambridge University Press.

JMP. 2010. *Progress on Sanitation and Drinking-Water: 2010 Update*. Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement. Genève, OMS et New York, UNICEF.

OCDE. 2008. *OCDE Environmental Data Compendium*. Paris, Organisation pour la coopération et le développement économique. http://bit.ly/OECD_compendium (consulté en Juin 2010)

Secrétariat du 1^{er} Sommet de l'eau Asie-Pacifique. 2008. *Proceedings of the 1st Asia-Pacific Water Summit*, Singapour, World Scientific Publishing Company.

Banque mondiale. 2010. «Water Supply & Sanitation», http://bit.ly/World_Bank_WSS (consulté en Juin 2010).

WWAP. 2009b. *Messages pour les maires de municipalités urbaines et les gouvernements locaux*. Paris, UNESCO-WWAP.

L'eau pour les villes asiatiques

Le programme Eau pour les villes asiatiques (WAC) est une initiative conjointe d'ONU-HABITAT, de la Banque asiatique de Développement (BASeD) et des gouvernements d'Asie. Le programme a été officiellement lancé à Osaka, au Japon, lors du 3^e Forum mondial de l'eau en mars 2003.



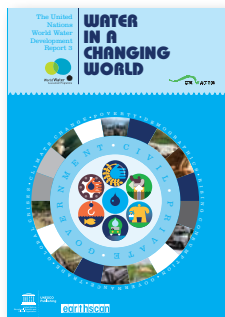
ONU-HABITAT et la BASeD ont signé un protocole d'accord afin de promouvoir des investissements favorables aux pauvres d'une hauteur de 1,5 milliards de dollars dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au sein de la région asiatique d'ici 2011.

Le principal objectif du WAC est de soutenir les pays partenaires afin d'atteindre les cibles pour l'eau et l'assainissement en milieu urbain des Objectifs du Millénaire pour le développement et de promouvoir l'accès à l'eau potable et à un assainissement amélioré pour des établissements humains durables en milieu urbain. Le WAC promeut particulièrement la gouvernance de l'eau en faveur des pauvres, la gestion de la demande en eau urbaine, l'assainissement environnemental urbain intégré, et la génération de revenus pour les citoyens pauvres.

3^e Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau l'eau dans un monde qui change

Coordonné par le Programme des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau, le 3^e Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau l'eau dans un monde qui change, est un effort conjoint déployé par les 26 agences et entités des Nations Unies constituant l'ONU-Eau. Ce rapport réunit les plus grands experts mondiaux pour analyser l'état des ressources en eau à travers le monde il suit les changements de nos approvisionnements en eau et de notre manière de les gérer, et enregistre nos progrès vers la réalisation des cibles de développement internationalement convenues.

Le Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau fournit aux dirigeants des outils pour la mise en œuvre d'une utilisation durable de notre eau, en diffusant les meilleures pratiques afin de stimuler les idées et les actions en vue d'une meilleure gestion de cette ressource la plus essentielle. Un volume parallèle d'études de cas, « Relever les défis », passe en revue l'état des ressources en eau et les mécanismes nationaux existants pour faire face au changement au sein de 23 pays et de nombreux petits états insulaires en développement.



L'eau pour des établissements humains durables en milieu urbain

Programme des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau

